

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
40 rue de la Préfecture
58000 NEVERS

Nevers, le 03/09/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 27/08/2024

Contexte et constats

Publié sur 

TERRALIA
Linière
58160 La Fermeté

Références : 240404
Code AIOT : 0025100019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2024 dans l'établissement TERRALIA implanté Linière 58160 La Fermeté.

La présente inspection a eu lieu dans le cadre à la fois du plan pluriannuel d'inspection et de l'ouverture du casier 3.9.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRALIA
- Linière 58160 La Fermeté
- Code AIOT : 0025100019 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Le site inspecté est une installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par Terralia (groupe PAPREC).

Attributs de l'inspection :

Risques chroniques (*Déchets*)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Ouverture du casier 3.9
- Suites des inspections du 04/11/2022 et 23/08/2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
9	Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1		Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
11	INCIDENTS OU ACCIDENTS	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 2.5.1	Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 Mois
13	Caractérisation des risques	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.2.2	Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Barrière de sécurité passive	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	/	
2	Barrière de sécurité passive	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	/	
3	Barrière de sécurité passive	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	/	
4	Barrière de sécurité passive	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	/	
5	Barrière de sécurité passive	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	/	
6	Barrière de sécurité active	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > I.	/	


7	Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > II.	/	
8	Couche drainante – gestion des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > III.	/	
10	Contenu de la caractérisation de base	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe III		
12	Caractérisation des risques	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.2.1	Lettre de suite préfectorale	
14	infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.3.1	Lettre de suite préfectorale	
15	infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.3.2	Lettre de suite préfectorale	
16	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.7.5	Lettre de suite préfectorale	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


Sur la base des éléments communiqués par l'exploitant et de la visite de terrain, l'Inspection des installations classées n'a pas constaté de non-conformité faisant obstacle à la mise en service du casier 3.9 et donc à l'admission des déchets dans celui-ci. Le site est bien équipé en ce qui concerne les moyens de lutte contre l'incendie avec des canons à eau installés pour couvrir la zone en exploitation.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Barrière de sécurité passive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8
Thème(s) : Risques chroniques - BSP: couche 1 m perméabilité 1.10^{-9} m/s
Prescription contrôlée : La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite "barrière de sécurité passive" constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants : - le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur ...
Constats : En fond de casier, la barrière de sécurité passive a été constituée, du haut vers le bas : d'une couche reconstituée avec les matériaux argileux du site de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur 1.00 m d'épaisseur. Les matériaux argileux de la barrière de sécurité passive sont issus des déblais du casier. Ils sont de classe A3 au sens de la norme NF P 11-300. TRANSLABOGEO a réalisé les essais selon la norme NFP 98.241.1 (gammadensimétrie), NFX 30.420 (perméabilité par simple anneau fermé) et NFX 30.424 (perméabilité en forage fermé) : <ul style="list-style-type: none">• 8 essais de perméabilité à l'infiltromètre simple anneau fermé• 1 mesure de perméabilité en forage fermé• 64 mesures au gammadensimètre. Les résultats de l'ensemble des mesures in-situ montrent que la perméabilité de la barrière de sécurité passive est de l'ordre de 10^{-10} m/s soit strictement inférieure à 1.10^{-9} m/s pour l'ensemble des essais.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 2 : Barrière de sécurité passive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8
Thème(s) : Risques chroniques - BSP: couche 5 m perméabilité 1.10^{-6} m/s
Prescription contrôlée : ... et une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-6} m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ;
Constats : Tout comme pour l'ouverture du casier précédent, la couche de perméabilité inférieure à 10^{-6} m/s est constituée par le terrain naturel. Un rapport de 2018 du laboratoire de géotechnique environnementale MeTeD_K indique que l'homogénéité de la barrière de sécurité passive en place au droit des casiers 3.5 et 3.6 est acquise en termes de continuité des caractéristiques hydrauliques et de faciès géologiques. Les perméabilités déterminées au droit de la formation géologique des Marnes blanches (Bathonien supérieur du Nivernais), comprises entre 9.10^{-9} m/s et 5.10^{-8} m/s, sont représentatives de ce type de faciès géologique et répondent en termes d'épaisseur et de perméabilité aux exigences réglementaires (AM du 15 février 2016, art. 8, JORF n° 00069, 22 mars 2016).
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 3 : Barrière de sécurité passive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8
Thème(s) : Risques chroniques - Flancs de casier
Prescription contrôlée : - les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur. La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. L'étude de stabilité est jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter.
Constats : Dans les flancs du casier, la barrière de sécurité passive a été constituée : <ul style="list-style-type: none">• d'une couche reconstituée avec les matériaux argileux du site de perméabilité inférieure ou égale à 10^{-9} m/s sur 0,50 m d'épaisseur et jusqu'à une hauteur de 2.00 m par rapport au fond ;• d'un géosynthétique bentonitique (GSB) mis en œuvre sous la barrière de sécurité active du casier au-dessus des 2.00 m. <p>De même que pour le casier 3.8, l'exploitant indique dans son dossier que la couche reconstituée de matériaux argileux est d'une épaisseur de 0.5 m mais les plans de récolement du casier 3.9 indiquent une épaisseur d'1 m.</p> <p>La correction a été apportée par l'exploitant par mail le 06/08/2024. Le plan de récolement est correct, l'épaisseur de matériaux argileux est d'1m.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 4 : Barrière de sécurité passive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8
Thème(s) : Risques chroniques - Cas d'une BSP reconstituée
Prescription contrôlée : Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme et à 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond. L'ensemble des éléments relatifs à l'équivalence de la barrière de sécurité passive est décrit dans la demande d'autorisation d'exploiter.
Constats : La barrière géologique répond naturellement aux conditions précitées. Voir points précédents
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 5 : Barrière de sécurité passive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8
Thème(s) : Risques chroniques - Cas barrière équivalente prévue par AP
Prescription contrôlée : Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme et à 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond. L'ensemble des éléments relatifs à l'équivalence de la barrière de sécurité passive est décrit dans la demande d'autorisation d'exploiter.
Constats : Les prescriptions de l'AP d'autorisation étant moins contraignantes, l'exploitant est soumis aux prescriptions de l'AM du 15/02/2016.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 6 : Barrière de sécurité active

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > I.
Thème(s) : Risques chroniques - BSA
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé "barrière de sécurité active". Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine. Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étanchéité du fond de casier est constituée comme suit, du bas vers le haut :</p> <ul style="list-style-type: none">• une géomembrane PEHD lisse NAUE, CARBOFOL HDPE 407 de 2 mm d'épaisseur, mise en œuvre directement sur les matériaux argileux de la BSP,• une géomembrane PEHD lisse ROWAD, ROWAD HDS de 2 mm d'épaisseur, mise en œuvre directement sur les matériaux argileux de la BSP,• un géotextile de protection EDIFLOOR SPA, Geodren A 80P (800 g/m²). <p>L'étanchéité des talus du casier est constituée comme suit, du bas vers le haut :</p> <ul style="list-style-type: none">• un géosynthétique bentonitique MACCAFERRI, MACLINE GCL W30 (6,3 kg/m²), mis en œuvre directement sur les talus du casier,• une géomembrane PEHD lisse NAUE, CARBOFOL HDPE 407 de 2 mm d'épaisseur, mise en œuvre directement sur les matériaux argileux de la BSP,• une géomembrane PEHD lisse ROWAD, ROWAD HDS de 2 mm d'épaisseur, mise en œuvre directement sur les matériaux argileux de la BSP,• un géotextile de protection EDIFLOOR SPA, Geodren A 50P (500 g/m²). <p>Les soudures ont été effectuées par des soudeurs qualifiés ASQUAL, les certifications sont présentes au dossier.</p> <p>Toutes les soudures contrôlées non conformes ont été reprises, puis jugées conformes lors d'une seconde visite de l'organisme tiers.</p> <p>Le contrôle extérieur des soudures a été effectué par YGD Conseil.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 7 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > II.
Thème(s) : Risques chroniques - Couche drainante et gestion des lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10-4 m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être adaptées en conséquence par arrêté préfectoral.</p>
<p>Constats :</p> <p>La pente du fond de casier est de 2 %, et confirmée sur le plan topographique (2 m sur 100 m) afin de diriger les lixiviats vers un seul point bas.</p> <p>Le dispositif de drainage des lixiviats en fond de casier est constitué de :</p> <ul style="list-style-type: none">• une couche de matériaux drainants siliceux de 50 cm d'épaisseur,• des drains en PEHD PE100 SDR17 de 200 mm de diamètre,• un puits de collecte des lixiviats mis en place dans le point bas du casier. <p>Le rejet des lixiviats se fait par pompage et rejet dans le bassin prévu à cet effet à l'est du casier.</p> <p>Les plans topographiques indiquent une épaisseur de drainant supérieure à 0.50 m.</p> <p>La fiche technique des drains est jointe au dossier.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 8 : Couche drainante – gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > III.
Thème(s) : Risques chroniques - Géotextile anti poinçonnement
Prescription contrôlée : Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane. Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.
Constats : Les géotextiles de protection EDIFLOOR SPA, Geodren A 80P et A 50P sont intercalés entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage. Le Geodren A 80P en fond de casier et le Geodren A 50P sur les flancs de casier. La résistance à l'écrasement des drains est justifiée dans le dossier.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 9 : Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48-1
Thème(s) : Risques chroniques - Contrôle vidéo des déchargements
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 04/11/2022• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>II. - L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. [...].</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none">- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. <p>III. [...] La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none">- le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ;- la finalité du traitement installé ;- la durée de conservation des images ;- le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ;- le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que- la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. <p>L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.</p> <p>L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p> <p>IV. - Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.</p> <p>Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,</p> <p>Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.</p> <p>Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.</p> <p>Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.</p> <p>Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification.</p> <p>Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.</p> <p>V. - [...] Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilité à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes.</p> <p>Les données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, peuvent être consultées par :</p>

1° Les agents de l'Etat mentionnés à l'article L. 541-44, dans la limite de leurs attributions respectives et de leur besoin d'en connaître dans le cadre de leurs missions ;

2° [...].

Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1°.

Constats :

L'inspection du 04/11/2022 avait relevé que le flux vidéo n'était pas stocké sur un an, seulement sur 30 jours, ni accessible rapidement ce qui avait empêché le visionnage des déchargements.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a été en mesure de présenter les enregistrements jusqu'au 23/09/2023 ainsi qu'un déchargement observé sur site le jour même.

Le stockage des vidéos n'est pas encore sur une durée d'un an (11 mois). L'exploitant indique qu'il a fait reconfigurer le stockage de ses vidéos afin qu'elles soient moins lourdes à stocker. Ainsi, il récupère chaque jour une journée de stockage et devrait donc être en mesure de stocker un an de vidéos d'ici un mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier de l'année de stockage vidéo dès que celle-ci sera effective.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois

N° 10 : Contenu de la caractérisation de base

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe III
Thème(s) : Risques chroniques - Contenu de la caractérisation de base
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 04/11/2022• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>1. Caractérisation de base</p> <p>La caractérisation de base est la première étape de la procédure d'admission ; elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères correspondant à la mise en décharge pour déchets non dangereux. La caractérisation de base est exigée pour chaque type de déchets. S'il ne s'agit pas d'un déchet produit dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets devra faire l'objet d'une caractérisation de base.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">- source et origine du déchet ;- les documents prévus à l'article R. 541-48-4 du code de l'environnement permettant de justifier du respect des obligations de tri du producteur des déchets, pour les déchets concernés par les dispositions de l'article R. 541-48-4 ; ;- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;- données concernant la composition du déchet et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de stockage. <p>b) Essais à réaliser :</p> <p>Le contenu de la caractérisation, l'ampleur des essais requis en laboratoire et les relations entre la caractérisation de base et la vérification de la conformité dépendent du type de déchets. Il convient cependant de réaliser :</p> <ul style="list-style-type: none">- une caractérisation permettant de justifier que le déchet n'est pas interdit d'acceptation en installation de stockage de déchets conformément à l'article R. 541-48-3 du code de l'environnement. Cette caractérisation n'est pas exigée pour les déchets listés aux 1° à 8° du II de l'article R. 541-48-3 ;- le test de potentiel polluant basé sur la réalisation d'un essai de lixiviation via un test de lixiviation à réaliser selon les normes en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porte sur les métaux (As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se et Zn), les fluorures, l'indice phénols, le carbone organique total sur éluat ainsi que sur tout autre paramètre reflétant les caractéristiques des déchets en matière de lixiviation. La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées. <p>[...]</p> <p>Il est possible de ne pas effectuer les essais correspondant à la caractérisation de base après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- toutes les informations nécessaires à la caractérisation de base sont déjà connues et dûment justifiées ;- le déchet fait partie d'un type de déchets pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ni de critère d'admission.

c) Dispositions particulières :

Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, la caractérisation de base apportera des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur des déchets informe l'exploitant du centre de stockage de déchets des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.

d) Caractérisation de base et vérification de la conformité :

La fréquence de la vérification de la conformité ainsi que les paramètres pertinents qui y seront recherchés sont déterminés sur la base des résultats de la caractérisation de base. En tout état de cause, la vérification de la conformité est à réaliser au plus tard un an après la caractérisation de base et à renouveler au moins une fois par an[...]

3. Justification du respect des obligations de tri du producteur

Pour les déchets concernés par les dispositions de l'article R. 541-48-4 du code de l'environnement, les documents prévus à cet article [...]

Constats :

L'inspection du 11/04/2022 a relevé que le rapport de caractérisation de la Fromagerie Terre d'Or indiquait un code déchet 20 03 01 "déchets municipaux en mélange" qui ne laissait pas apparaître le caractère industriel de ces déchets alors qu'ils correspondent au code déchet 15 01 02 "emballages en matières plastiques".

La FIPAD et le CAP de la Fromagerie Terre d'Or ont été modifiés au 8/01/2024, indiquant le code déchet 15 01 02. Ce point est soldé.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :


N° 11 : INCIDENTS OU ACCIDENTS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels - Déclaration et rapport
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 23/08/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'inspection du 23/08/2023 relevait le fait que les incendies maîtrisés en interne n'étaient pas signalés à la DREAL.</p> <p>Depuis cette inspection, il n'y a pas eu d'incendie sur le site. Il est clairement fait mention de prévenir la DREAL dès que possible dans les procédures d'intervention en cas d'incendie avec les numéros de téléphone de l'astreinte.</p> <p>Le numéro à contacter est celui de la préfecture : 03.86.60.70.80.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois

N° 12 : Caractérisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels - Inventaire des substances ou préparations dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 23/08/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.</p>
Constats : <p>L'inspection du 23/08/2023 avait remarqué que la concordance entre les plans de zonage et les listes des substances n'était pas évidente.</p> <p>Lors de la présente inspection, le plan de zonage a été mis à jour, détaillé par bungalow avec liste des produits correspondants au bungalow sur la page d'à côté.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 13 : Caractérisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels - Zonage des dangers internes à l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 23/08/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement, susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
Constats : <p>L'inspection du 23/08/2023 demandait une mise à jour du plan de zonage, en particulier sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• mise en place des canons à eau• deux bassins d'eaux pluviales dont un seul sert de réserve incendie• voies d'accès pompiers à compléter• identification des lieux de stockage des matières dangereuses. <p>Le plan a été mis à jour, cependant certains points d'amélioration sur la clarté sont à apporter notamment sur la visualisation des emplacements des bungalow. L'utilisation d'un grossissement de la zone sur le plan est suggérée.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 Mois


N° 14 : infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels - Accès et circulation dans l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 23/08/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>....Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie....</p>
Constats : <p>L'inspection du 23/08/2023 faisait une remarque sur la nécessité d'entretien de la voie carrossable d'accès des secours, en particulier au niveau de l'accès au bassin pompier car celui-ci s'était affaissé lors de l'intervention des pompiers au cours de l'incendie qui a eu lieu sur l'installation en 2021.</p> <p>Le jour de la présente inspection, la voie était carrossable pour des engins de secours. De plus, la nouvelle installation d'une bâche double et de canons à eau au niveau de la zone en cours d'exploitation permet également un raccord pompier.</p> <p>Ce point est soldé.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 15 : infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels - Bâtiments et locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 23/08/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. Les zones de circulation situées à l'intérieur des locaux sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p>
Constats : <p>L'inspection de 2023 relevait l'absence de détecteurs de fumée dans les différents locaux.</p> <p>Lors de la présente inspection, tous les bungalow, même les locaux techniques, étaient équipés de détecteurs de fumée. Ce point est soldé.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 16 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article 7.7.5
Thème(s) : Risques accidentels - CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 23/08/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'appel des secours extérieurs. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.</p>
Constats : <p>L'inspection du 23/08/2023 relevait que les consignes d'intervention n'étaient pas à jour, n'incluant pas les changements apportés au site.</p> <p>Les consignes d'intervention ont été mises à jour en date du 05/09/2023, incluant les nouvelles installations.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :